

505 Lm 101 / 5

3726

(1941 - 1942)

A

Extension et transformation des installations de la Gare de Bordeaux-St-Louis

Extension et transformation des installations de la gare
de Bordeaux-St-Louis.-

tre S.N.C.F. au M.T.P.	31. 7.41
épêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	21.10.41
épêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	2. 7.42
épêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	2. 7.42

Secrétariat d'Etat aux Communications

Direction Générale des Transports

5ème Bureau

Paris, le 2 juillet 1942,

Région du Sud-Ouest - Gare de Bordeaux-St-Louis

Installations provisoires réalisées pour
l'arrivée de la ligne de Ceinture de Bordeaux

C O P I E

Midi 498-55

Le Secrétaire d'Etat

à M. le Président du Conseil d'Administration
de la S.N.C.F.

A la suite de la décision du 21 octobre 1941, qui a approuvé le projet financier relatif à l'extension et à la transformation de la gare de Bordeaux-St-Louis, le Service Central des Installations Fixes de la Société Nationale des Chemins de fer a signalé, par lettre du 10 novembre 1941, adressée à M. le Chef du Service Technique, que cette décision n'avait pas statué sur les imputations définitives des dépenses relatives aux installations provisoires réalisées pour l'arrivée de la ligne de Ceinture de Bordeaux, projet approuvé par la décision ministérielle du 8 août 1927.

Après examen par le Service Technique des Transports, je rends définitive la répartition, par moitié, entre la S.N.C.F. (compte des travaux complémentaires de 1er établissement) et l'Etat (compte d'établissement de la ligne nouvelle de Ceinture de Bordeaux), telle qu'elle était prévue provisoirement par la décision précitée du 8 août 1927.

Le Directeur Général des Transports,

Signé : CLAUDON.

Secrétariat d'Etat aux Communications

Direction Générale des Transports

5ème Bureau

Paris, le 2 juillet 1942.

Région du Sud-Ouest - Gare de Bordeaux-St-Louis

Allongement de la halle des expéditions P.V.

C O P I E

Midi 498 - 55

Le Secrétaire d'Etat

à M. le Président du Conseil d'Administration
de la S.N.C.F.

A la suite de la décision du 21 octobre 1941, qui a approuvé le projet financier relatif à l'extension et à la transformation de la gare de Bordeaux-St-Louis, le Service Central des Installations Fixes de la Société Nationale des Chemins de fer a signalé, par lettre du 10 novembre 1941, adressée à M. le Chef du Service Technique, que cette décision n'avait pas statué sur les imputations définitives des dépenses relatives à l'allongement de la halle des expéditions P.V., projet approuvé par la décision ministérielle du 18 septembre 1925.

.....

Après examen par le Service Technique des Transports, je rends définitive la répartition, par moitié, entre la S.N.C.F. (compte des travaux complémentaires de 1er établissement) et l'Etat (compte d'établissement de la ligne nouvelle de Ceinture de Bordeaux) telle qu'elle était prévue provisoirement par la décision susvisée du 18 septembre 1925.

Le Directeur Général des Transports,

Signé : CLAUDON.

SECRETARIAT D'ETAT
AUX COMMUNICATIONS

Paris, le 21 octobre 1941

Direction Générale
des Transports

5ème Bureau

Région Sud-Ouest

Gare de Bordeaux-St-Louis

Extension et transformation
de la gare et suppression
du P.N. n° 1

Midi : 498-55

COPIE

LE SECRETAIRE D'ETAT

à Monsieur le Président du Conseil
d'Administration de la Société Nationale
des Chemins de fer.

Vous m'avez présenté, le 4 juillet 1939, un projet financier relatif à l'extension et à la transformation de la gare de Bordeaux-St-Louis, comme conséquence de la pénétration dans cette gare de la ligne de ceinture de Bordeaux.

Ce projet était présenté en exécution d'une réserve de la décision ministérielle du 15 mai 1929 qui a approuvé au seul point de vue technique les installations dont il s'agit.

A la suite d'observations formulées par le Service Technique des Transports, vous m'avez adressé, le 31 juillet 1941, de nouveaux documents rectifiés.

Ce projet rectifié comprend d'une part, un projet d'ensemble, d'autre part, un projet fictif destiné à déterminer la part de l'Etat afférent à la réception, dans la gare de Bordeaux-St-Louis, de la ligne de Ceinture. Il prévoit notamment la réalisation des dispositions suivantes :

1° - les modifications des installations de la gare (bâtiments des voyageurs, bâtiment annexe, halle aux messageries, voies à quai, voies de Grande et Petite Vitesse), prévues au projet du 3 janvier 1929 et approuvées, au point de vue technique, par la décision du 15 mai 1929 ;

2° - L'installation de l'éclairage et de la force motrice prévue au projet spécial présenté le 6 juillet 1934 et approuvé également au point de vue technique par la décision ministérielle du 2 octobre 1935 ;

.....

3° - la suppression du P.N. n° 1 de Ravezies comportant l'établissement d'un passage inférieur et d'un couloir souterrain conformément aux dispositions prévues au projet spécial présenté le 28 septembre 1932 par la Compagnie du Midi, et approuvé par décision du 3 avril 1933.

Les détails des dispositions à réaliser sont décrits dans la notice explicative et sur les plans joints au dossier.

Après examen par le Service Technique des Transports, j'approuve le projet présenté le 4 juillet 1939, avec les rectifications du 31 juillet 1941, et je fixe ainsi qu'il suit la répartition de la dépense de 26.208.500 fr à laquelle se monte le projet complet en principal :

A.- à la charge de l'Etat (montant du projet	
fictif)...	11.108.500 fr
B.- Participation forfaitaire des Collectivi-	
tés	11.600.000 fr
C.- à la charge de la S.N.C.F. conformément	
au tableau ci-après :	
I - au compte des travaux complémentai-	
res, en principal	3.500.000 fr
II - Installations et matériel supprimés	
a) coût primitif, en principal, de ces ins-	
tallations, évalué à	85.100 fr
b) reprise des matériaux utilisables, éva-	
lués à ...	67.800 fr

étant entendu que :

1° - la part de l'Etat (montant du projet fictif) sera diminuée du montant des matériaux utilisables figurant à ce projet fictif soit 470.000 fr.

2° - les imputations seront faites conformément aux prescriptions de la circulaire du 20 mai 1902 et de la décision du 11 septembre 1939.

J'adresse copie de la présente décision à M. le Préfet de la Gironde, chargé de la notifier aux collectivités intéressées.

Pour le Ministre et par autorisation,
Le Directeur Général des Transports,

Signé : René CLAUDON.

8726

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-:-:-:-:-

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 31 juillet 1941

Région du Sud-Ouest

--

Ligne de Bordeaux Saint Louis
à la Pointe de Grave

-

Gare de Bordeaux Saint-Louis

-

Extension et transformation
des installations, à l'occa-
sion de l'arrivée de la ligne
de ceinture de Bordeaux

Veg 365 000 - 2
34

3311 - 415

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Nous avons eu l'honneur de soumettre à votre approbation, le 4 juillet 1939, le projet financier relatif à l'extension et la transformation de la gare de Bordeaux Saint Louis.

Au cours de l'examen qu'il en a effectué, le Service Technique de la Direction Générale des Transports a estimé que la participation de la S.N.C.F., fixée à 1.025.000 fr, était faible en regard de la contribution de l'Etat qui s'élevait à 13.583.000 fr et nous a demandé d'examiner la possibilité de l'augmenter.

Je rappelle que la part de l'Etat correspondait au montant d'un projet fictif comprenant les travaux strictement nécessaires à la pénétration de la ligne de Ceinture dans la gare de Bordeaux Saint-Louis et que la part de la S.N.C.F. était égale à la différence entre le montant total des dépenses et la part de l'Etat, déduction faite également des participations forfaitaires des collectivités (Ville de Bordeaux et Chambre de Commerce).

Après un examen en commun auquel nos Services ont procédé avec le Service Technique de la Direction Générale des Transports, nous avons reconnu raisonnable de réduire le projet fictif dont le montant se trouverait ramené de 13.583.000 fr à 10.638.500 fr, la participation du chemin de fer se trouvant portée en contrepartie de 1.025.000 fr à 3.500.000 fr.

J'ai donc l'honneur de vous adresser, ci-joint, en

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications.-

.....

2 exemplaires, les documents rectifiés ci-après qu'il y aurait lieu de substituer aux documents correspondants du dossier conservé par la Direction Générale des Transports :

- détail estimatif et plan au 1/1000 du nouveau projet fictif;
- notice explicative du projet d'ensemble.
- deux bordereaux du projet.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir, après décision, me renvoyer un exemplaire du projet.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

signé : FOURNIER.